



PRESENTATION DES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 30 JUIN 2011 PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document a pour objet de présenter les résolutions soumises par le Conseil d'administration au vote de l'Assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) du 30 juin 2011.

Il est destiné à présenter les points importants des projets de résolutions mais ne saurait prétendre remplacer une lecture attentive du texte des projets de résolutions.

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET DES COMPTES CONSOLIDES AFFECTATION DU RESULTAT - Résolutions 1 à 3 -

La présentation des comptes, l'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats du groupe et de la Société au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ont été traités dans le Rapport de gestion auquel nous vous prions de bien vouloir vous référer.

Les **trois premières résolutions** concernent l'approbation des comptes sociaux et consolidés clos au 31 mars 2011 ainsi que sur l'affectation du résultat déficitaire, tel que ressortant des comptes sociaux qu'il est proposé d'affecté comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT	
Résultat de l'exercice 2010/2011	-152.116.716,98€
Report à nouveau	-119.523.617,38€
TOTAL REPORT A NOUVEAU	- 271.640.334,36€
APUREMENT REPORT A NOUVEAU	
Compte « Primes d'Emission »	+455.898.730,51€
TOTAL COMPTE « PRIMES D'EMISSION »	+184.258.396,15€
TOTAL « REPORT A NOUVEAU »	0€

Mention étant faite, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'aucune distribution de dividende n'a été opérée au titre des trois derniers exercices.

CONVENTIONS REGLEMENTEES ET ENGAGEMENTS - Résolution 4 -

Il est proposé sous la **quatrième résolution** d'approuver les conventions réglementées et les engagements soumis aux dispositions de l'article L. 225-40 et suivants du Code de commerce, dont il est fait état dans **Rapport spécial des Commissaires aux comptes**.

NOMINATION D'UN NOUVEAU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT - Résolution 5 -

Il est proposé sous la **cinquième résolution** de nommer en qualité de nouveau **Commissaire aux comptes suppléant**, en remplacement de M. Roland Travers démissionnaire, **M. Sébastien Legeai** pour la durée restant à courir de son prédécesseur.

RECONDUCTION DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS - Résolutions 6 et 8 -

Les **sixième** et **huitième résolutions** portent sur le **renouvellement des autorisations** nécessaires à conférer au Conseil d'administration **afin d'opérer en Bourse sur les actions de la Société** dans les conditions prévues par la loi.

La **sixième résolution** reprend la septième résolution votée lors de l'assemblée générale du 2 juillet 2010 autorisant votre Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à mettre en place **un programme de rachat d'actions propres de la Société** dans les conditions et selon les objectifs prévus par la législation en vigueur. Le descriptif figure dans le rapport de gestion sur les comptes clos le 31 mars 2011 (cf. § 3.3.4 du Rapport de gestion) : **le prix maximum d'achat proposé étant de 30€.**

Cette autorisation ne peut pas être utilisée en période d'offre publique sur la Société.

La **huitième résolution** s'avère nécessaire afin de **permettre l'annulation d'actions** prévue dans la **sixième résolution**.

DELEGATIONS FINANCIERES - Résolutions 9, 10, 11 et 12 -

Ces délégations sont destinées à donner à votre Conseil d'administration **la possibilité d'agir rapidement** et avec souplesse en fonction des opportunités, de la mobilité et de la diversité des marchés financiers en France et l'étranger et **de réaliser des émissions** - susceptibles d'être placées auprès d'investisseurs intéressés par certains types de produits financiers - **au moment le plus favorable au regard de la stratégie de l'entreprise. La suppression du droit préférentiel** de souscription **pouvant être décidée** notamment **pour accélérer le placement** des émissions **et** par conséquent **en faciliter la bonne fin.**

En tout état de cause, **l'utilisation éventuelle de ces délégations tiendrait compte de l'impact pour les actionnaires existants** et ferait l'objet quand requis par les textes et réglementations en vigueur d'une note d'information visée par l'AMF sur les motifs et les conditions de l'opération.

Le Conseil d'administration vous propose de renouveler les délégations concernant les émissions de titres avec **maintien du droit préférentiel de souscription (neuvième résolution)**, avec **suppression du droit préférentiel de souscription** par le biais de deux résolutions distinctes par **voie d'offre au public (dixième résolution)** et **par placement privé (onzième résolution)** dans les mêmes termes, conditions et limites que lors de la précédente Assemblée :

- le **plafond de ces augmentations** de capital est fixé à **1.450.000€** pour les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières (**soit 19,75% du capital à date**) : il est commun aux délégations relevant des dixième et onzième résolutions et vient s'imputer sur le **plafond global de 4.000.000€** fixé par la **dix-septième résolution**.
- le **montant principal maximal des titres de créances** pouvant être émis est fixé à **400.000. 000€.**

En complément de ces délégations, il vous est proposé sous la **douzième résolution** d'autoriser votre Conseil à fixer le prix d'émission dans le cadre d'émissions sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des **dixième** et **onzième résolutions** présentées ci-avant, et ce dans la limite de 10 % du capital social de la Société par an. Le prix pouvant être fixé par le Conseil serait au moins égal

à la moyenne pondérée du cours de l'action sur Euronext Paris au cours des trois séances de bourse précédant la décision de fixation du prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %.

Cette délégation complète le dispositif classique des délégations financières.

Ces délégations seraient accordées, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée et mettrait fin aux délégations de même nature votée par l'assemblée générale du 2 juillet 2010.

Un état des délégations financières en vigueur et de leur utilisation au cours de l'exercice écoulé 2010/2011 figure en annexe.

ACTIONNARIAT SALARIE **- Résolutions 13, 14, 15 et 16 -**

Quatre résolutions concernant l'actionnariat salarié sont proposées au vote de l'Assemblée générale **afin de permettre à Ubisoft de continuer à concurrencer les packages proposés par les autres acteurs du secteur.**

Le Conseil d'administration reste convaincu que **proposer aux salariés du groupe une partie de leur rémunération globale en actions** de la Société **contribue à la convergence des intérêts des actionnaires et de celles de ses salariés.** C'est également pour le groupe **le moyen d'encourager chez ses salariés un engagement sur le long terme pour l'entreprise et pour ses performances.**

Ceci est d'autant plus **important aujourd'hui** que **le développement de la force de production** du groupe intervient dans un contexte de **très forte pression concurrentielle** sur les personnels qualifiés de l'industrie et est **rendue nécessaire par les opportunités de croissance du Groupe.**

Ces **incentives long terme** font donc partie intégrante **d'une stratégie qui vise à favoriser le recrutement, la rétention et la motivation des salariés.**

Cependant, le Conseil d'administration a également à cœur **le fait de maintenir dans des proportions raisonnables et conformes aux standards du marché l'impact dilutif** de ces incentives proposés aux salariés, **ceci dans l'intérêt de ses actionnaires.**

Augmentation du capital au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise

La **treizième résolution** répond notamment aux dispositions légales (art. L. 225-129-6 du Code de commerce) prévoyant qu'un projet de résolution tendant à permettre de **réaliser des augmentations** de capital au **profit des adhérents du plan d'épargne groupe** doit être soumise au vote des actionnaires **dès lors que des résolutions portant sur des augmentations de capital social en numéraire** sont également soumises au vote des actionnaires.

Au 31 mars 2011, l'actionnariat salarié, **via le plan d'épargne groupe**, représentait **0,790%** du capital d'Ubisoft Entertainment S.A.

Par conséquent, nous vous invitons sous la **treizième résolution** à renouveler dans les mêmes termes et conditions que sous la seizième résolution de l'Assemblée du 2 juillet 2010, la délégation de compétence à votre Conseil afin de procéder à **des augmentations de capital social réservées aux adhérents d'un plan d'épargne groupe** à concurrence d'un montant maximal de **0,2%** du capital social (% identique à celui voté lors de l'Assemblée précédente) existant le jour de la tenue du Conseil d'administration décidant de l'émission. Cette délégation serait accordée, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée et mettrait fin pour la partie non utilisée à la délégation de même nature votée par l'assemblée générale du 2 juillet 2010.

Options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires

La **quatorzième résolution** porte sur le renouvellement de l'autorisation à consentir à votre Conseil d'administration **en vue de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** et ce dans les mêmes conditions que la onzième résolution de l'Assemblée du 2 juillet 2010:

- à concurrence **d'un montant maximum de 3,4%** (% identique à celui voté lors de l'Assemblée précédente) du nombre d'actions ordinaires existant au moment de l'attribution des options par le Conseil d'administration ; et
- les options consenties **aux dirigeants mandataires sociaux** de la Société devant **être assorties de conditions de performance** fixées par le Conseil d'administration et **le nombre ainsi consenti ne pouvant pas représenter plus de 5% du total des attributions** effectuées par le Conseil pendant la durée de l'autorisation.

Conformément aux **pratiques en vigueur dans notre industrie**, le Conseil d'administration **souhaite continuer à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** dans le cadre d'un plan ou plusieurs plans **discrétionnaires** à destination de **ses meilleurs talents**. Ce type de plans joue en effet un **rôle crucial dans les stratégies de rétention et de recrutement des personnels techniques et créatifs hautement qualifiés** dans un contexte **où la concurrence sur ces profils s'intensifie** suite à l'installation de nos concurrents dans les sites où Ubisoft est déjà implanté et notamment au Canada. L'attribution de stocks options est également **un élément primordial de la rétention des personnels clefs lors de nos acquisitions**. Le Conseil d'administration du groupe souhaite ainsi **réserver ces plans au bénéfice exclusif de ses meilleurs talents et des profils hautement qualifiés** que le groupe souhaite attirer.

Les conditions de performance fixées à ce jour **pour les options consenties aux dirigeants mandataires sociaux** sont établies **sur la base d'un objectif cumulé de chiffre d'affaires et de rentabilité**.

Le **pourcentage des actions tenue d'être conservée au nominatif** jusqu'à la **cessation de leurs fonctions par les dirigeants mandataires sociaux**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, est fixé à **5%** (cf. 4.5.3 du Rapport de gestion).

Pour rappel, le nombre d'options de souscriptions attribuées lors de l'exercice **2011** a représenté sur le nombre total d'options attribuées: pour **les dirigeants mandataires sociaux (3,70%)** et pour les dix premiers salariés (13,79%) : contre **3,88%** et 14,81% au titre de l'exercice 2010, **4,22%** et 18,30% au titre de l'exercice 2009, **4,72%** et 18,56% au titre de l'exercice 2008).

Au **31 mars 2011**, sur la base des **options dites «dans le marché»** (Cf. § 3.3.2.2 et 3.3.2.4 du Rapport de gestion), **la dilution** serait de **4,15%**.

Il est en outre rappelé que votre Conseil d'administration souhaite continuer **à ne pas proposer de décote sur les options consenties**.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de trente-huit mois** à compter de l'Assemblée. Son approbation mettant fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée du 2 juillet 2010 sous sa dix-septième résolution.

Attribution gratuite d'actions

La **quinzième résolution** vise à renouveler l'autorisation octroyée à votre Conseil d'administration par l'Assemblée du 22 septembre 2008 sous sa douzième résolution, afin d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société.

L'utilisation faite de la résolution précédente figure au § 3.2.2.3 du Rapport de gestion – étant précisé **qu'aucun dirigeant mandataire social n'a bénéficié d'attribution au titre de cette autorisation**.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation **en la limitant au bénéfice des salariés du Groupe** et **en ne permettant donc pas une attribution aux dirigeants mandataires sociaux**.

Les attributions opérées au titre de la résolution précédente l'ont été **sous conditions de performance** (objectifs individuels de performance liés au poste du bénéficiaire) et **de présence** à l'exception de l'attribution du 30 juin 2010 portant sur 12.520 actions, réalisée dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-186-1 du Code de commerce.

Au 31 mars 2011, le nombre d'actions gratuites attribuées s'élève à 1.117.620 soit une **dilution potentielle de 1,17%**.

Dans le cadre de la **politique d'actionnariat salarié notamment à l'égard des salariés étrangers** du groupe, l'attribution gratuite d'actions, mécanisme inspiré de pratiques anglo-saxonnes, **permet de rémunérer de façon certaine et éventuellement sous certains critères de performance les salariés**. Elle s'avère en outre plus simple à transposer juridiquement et fiscalement à l'étranger.

Cet **outil d'actionnariat salarié** permet :

- en premier lieu de **récompenser une performance exceptionnelle** ayant une incidence significative sur le groupe,
- **d'améliorer la compétitivité** en terme de **packages de rémunérations**,
- de « **toucher** » **les pays** dans lesquels **l'actionnariat salarié est peu répandu ou n'existe pas**,
- **d'aligner** encore davantage **les intérêts de nos salariés sur ceux de nos actionnaires**,
- de **renforcer la contribution des équipes** aux performances de l'entreprise (nous prévoyons de conditionner l'acquisition des titres à l'atteinte de performances).

Par conséquent et dans la mesure où l'une des priorités du groupe est **de développer l'actionnariat salarié hors de France**, il vous est proposé de renouveler l'autorisation octroyée précédemment à votre Conseil d'administration aux fins d'attribuer des actions gratuites étant ici précisé (i) que les attributions gratuites effectuées ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **1%** du nombre d'actions composant le capital social au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, (ii) que le Conseil d'administration, devra en vertu de cette autorisation, déterminer **les conditions et critères d'attribution** et (iii) que cette résolution **ne permettra pas d'effectuer d'attribution aux dirigeants mandataires sociaux**.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de trente-huit mois** à compter de l'Assemblée. Son approbation mettant fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée du 22 septembre 2008 sous sa douzième résolution.

Augmentation de capital en faveur des salariés et/ou mandataires sociaux des filiales hors de France

La **seizième résolution** a pour objet de renouveler la douzième résolution de l'Assemblée du 10 juillet 2009, relative à une augmentation de capital réservée à une catégorie de bénéficiaires (**salariés et/ou mandataires sociaux des filiales étrangères**) dans **les pays** notamment **dans lesquels des fonds d'actionnariat salarié s'avèrent compliqués** et/ou la **fiscalité apparaît comme défavorable**. Ce plan permet de **développer un sentiment d'appartenance aux valeurs du Groupe**.

Dans le cadre de la résolution précédente, **il a été mis en place une augmentation de capital social** en faveur des salariés des **filiales canadiennes, américaines et anglaises** du groupe souhaitant souscrire aux titres de la Société, ayant résulté en la création et l'émission de **105.162 titres** moyennant un prix de souscription de fixé à **6,463 €** par action (cours d'ouverture de l'action sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil ayant décidé de mettre en œuvre l'augmentation de capital, diminué d'une décote de 15%).

Le Conseil d'administration souhaite renouveler cette autorisation **aux fins de l'étendre et d'en faire profiter notamment les salariés d'autres pays**, étant précisé que les émissions réalisées en vertu de cette autorisation ne pourront excéder **0,2%** (contre 0,4% au titre de la résolution précédente) **du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration**. Cela permettra de renforcer également la convergence des intérêts des salariés étrangers avec ceux des actionnaires du groupe.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de dix-huit mois** à compter de l'Assemblée. Son approbation mettant fin, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée du 22 septembre 2008 sous sa douzième résolution.

En conclusion, les treizième, quatorzième, quinzième et seizième résolutions concernant l'actionnariat salarié permettent à Ubisoft de concurrencer les packages proposés par les autres acteurs du secteur et c'est aujourd'hui un levier essentiel dans notre politique d'attraction et de rétention des salariés pour garantir la pérennité du succès de notre stratégie industrielle.

LIMITATION DU PLAFOND GLOBAL DES AUTORISATIONS

- Résolution 17 -

La **dix-septième résolution** fixe une limitation globale au montant nominal des augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires pouvant être réalisées par le Conseil d'administration, immédiatement ou à terme en vertu des **neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième et seizième résolutions** pendant la période de validité des autorisations.

Le montant nominal des augmentations de capital social est plafonné à 4.000.000€, montant auquel s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société.

POUVOIRS

- Résolutions 7 et 18 -

Il vous est proposé d'octroyer, sous les **septième** et **dix-huitième résolutions**, les pouvoirs nécessaires aux fins de procéder aux formalités inhérentes aux résolutions de nature ordinaires ou extraordinaires soumises à l'approbation de l'Assemblée.

ETAT DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nature	Date de l'assemblée - Résolution -	Durée Échéance	Plafond d'utilisation	Utilisation	Création Attribution
				au cours de l'exercice 2010/2011	
Rachat d'actions	02/07/10 7 ^{ème} résolution	18 mois 01/01/12	10% du capital Prix d'achat maximum : 60€	Cf. 3.3.4.1 Rapport de gestion	
Réduction de capital par annulation d'actions auto-détenues	02/07/10 9 ^{ème} résolution	18 mois 01/01/12	10% du capital	N/A	N/A
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres	02/07/10 10 ^{ème} résolution	26 mois 01/09/12	10M€	N/A	N/A
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	02/07/10 11 ^{ème} résolution (2)	26 mois 01/09/12	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public	02/07/10 12 ^{ème} résolution (2) (3)	26 mois 01/09/12	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé	02/07/10 13 ^{ème} résolution (2) (3)	26 mois 01/09/12	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Fixation du prix d'émission d'augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel (offre au public ou placement privé) dans la limite de 10% par an	02/07/10 14 ^{ème} résolution (2) (3)	26 mois 01/09/12	734K€	N/A	N/A
Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature	02/07/10 15 ^{ème} résolution (2)	26 mois 01/09/12	10 % du capital de la société au jour de l'assemblée	-	-
Augmentation de capital en faveur des salariés adhérant à un plan d'épargne (PEG)	10/07/09 10 ^{ème} résolution (1) (4) 02/07/10 16 ^{ème} résolution (2)	26 mois 09/09/11 26 mois 01/09/12	0,2 % du montant du capital au jour de l'utilisation par le Conseil	11/03/10 Cf. 3.3.2.5 Rapport de gestion	0
Octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions	10/07/09 11 ^{ème} résolution (1) (4) 02/07/10 17 ^{ème} résolution (2)	38 mois 09/09/12 38 mois 01/09/13	3,4 % du nombre d'actions existant au jour de l'attribution par le Conseil	15/12/09 29/04/10 30/06/10 -	4.500 119.000 3.088.758 -
Augmentation de capital réservée aux salariés des filiales de la société (hors de France)	10/07/09 12 ^{ème} résolution (4)	18 mois 09/01/11	0,4 % du capital au jour de la décision du Conseil	07/12/10	105.162
Attribution gratuite d'actions	22/09/08 12 ^{ème} résolution (5)	38 mois 21/11/11	1 % du capital au jour de la décision du Conseil	30/06/10 15/11/10	173.020 215.000

- (1) Il a été mis fin à ces délégations (pour la fraction non utilisée) par l'Assemblée du 2 juillet 2010 ayant approuvé des résolutions de même nature
- (2) Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 2 juillet 2010 (18^{ème} résolution)
- (3) Imputation sur les plafonds de 1.450K€ de capital et 400M€ de titres de créances (sans DPS) fixés par l'Assemblée du 2 juillet 2010 (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} résolutions)
- (4) Imputation sur le plafond global de 4M€ autorisé par l'Assemblée du 10 juillet 2009 (13^{ème} résolution)
- (5) Imputation sur le plafond global de 4M€ autorisé par l'Assemblée du 22 septembre 2008 (16^{ème} résolution)